



PREFET DU VAR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Unité Départementale du VAR
244, avenue de l'Infanterie de Marine
BP 50520
83044 – TOULON Cedex

Nos réf. : D-UD83-2017-0582-AL-BD
A-UD83-2017-0666

Affaire suivie par : Barbara DIDIER
barbara.didier@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 04 88 22 65 45

Toulon, le 13 juillet 2017



La Directrice Régionale

à

Monsieur le maire de LA CADIÈRE D'AZUR

Hôtel de ville
Rue Gabriel Péri
83740 – LA CAIDERE D'AZUR

OBJET : Commune de LA CADIÈRE D'AZUR.
Arrêt du projet de P.L.U. - Consultation des services.

REFER : Votre courrier du 20 juin 2017 – RJ/DA/CHP/EPP.

Monsieur le Maire,

Dans le cadre de l'arrêt du projet de P.L.U. de la commune de LA CADIÈRE D'AZUR et par courrier du 20 juin 2017, vous interrogez les Services de LA DREAL – Unité Départementale du VAR, sur les éléments à porter à la connaissance de votre commune.

Nous vous confirmons ci-dessous les informations connues de l'Unité Départementale de la D.R.E.A.L. du Var dans son champ de compétences (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, canalisations de transport de gaz ou d'hydrocarbures, cavités souterraines des mines et carrières) relatives au territoire concerné.

Canalisation de transport de gaz (G.R.T. GAZ)

Le territoire de la commune de LA CADIÈRE D'AZUR est traversé par une canalisation de transport de gaz (Grt gaz).

Je vous communique en pièce jointe pour cet ouvrage, une fiche présentant le contexte, résumant les risques et précisant les recommandations de l'administration.

.../...

Vides souterrains (mines et carrières)

L'inventaire des cavités souterraines des mines et carrières, réalisé par le B.R.G.M., fait apparaître sur la commune de LA CADIÈRE D'AZUR, l'existence de cavités souterraines, liées à l'exploitation d'anciennes concessions dites de « *Fontanieu ou la Cadière* » et de « *Fontanieu* ».

Pour plus d'exhaustivité, je vous invite à consulter le site : www://carol.bgrm.fr.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de mes sentiments distingués.

P/la Directrice Régionale et par délégation
P/Le Chef de l'Unité départementale du Var et par intérim

Alexandre LION
Ingénieur de l'Industrie et des Mines





1) Contexte

Pour connaître le tracé de la canalisation destinée au transport Gaz Naturel DN150 ET PMS 27 b, les servitudes qui s'y rattachent et les éventuelles mesures de protection existantes ou susceptibles d'être mises en place, il est nécessaire de prendre l'attache du transporteur :

GRTGAZ-Région Rhône-Méditerranée
5, rue de Lyon
13015 Marseille - TEL. : 04 91 28 34 41

2) RISQUES

Les caractéristiques techniques de l'ouvrage répondent aux conditions et exigences définies par un règlement de sécurité, garantissant ainsi sa sûreté intrinsèque.

Les conditions opératoires d'exploitation, de surveillance et de maintenance mises en œuvre par le transporteur visent à prévenir les risques inhérents à un tel ouvrage et le développement d'une communication appropriée auprès des riverains est de nature à les réduire.

Le retour d'expérience de l'exploitation et les accidents survenus sur les canalisations de transport montrent cependant qu'un tel ouvrage peut présenter des dangers pour le voisinage. Les deux scénarios envisagés sont :

- » perte de confinement de la canalisation au travers d'une fissure ou d'une corrosion sur un tube. Ce scénario constitue la référence lorsque la canalisation est protégée (c'est-à-dire lorsqu'il existe une barrière physique de nature à s'opposer à une agression extérieure ou toute(s) autre(s) disposition(s) compensatoire(s) équivalente(s) prévue(s) par un guide professionnel reconnu). En effet, au-delà des obligations réglementaires rappelées précédemment, et dans le but de réduire les risques présentés par la canalisation, il est possible de mettre en œuvre une telle protection si elle n'existe pas. L'événement redouté conduit alors à :
 - des effets irréversibles limités à une zone de 5 m de part et d'autre de la canalisation,
 - des premiers effets létaux limités à une zone de 5 m de part et d'autre de la canalisation,
 - des effets létaux significatifs limités à une zone de 5 m de part et d'autre de la canalisation.Le coût de cette protection est généralement modéré quand il est ramené à celui d'un projet d'aménagement ou de construction ne nécessitant pas le changement des tubes constitutifs de la canalisation.
- » perte de confinement de la canalisation avec rupture franche suite à une agression externe. Ce scénario, le plus redoutable, est le scénario de référence lorsque la canalisation n'est pas protégée. Ses conséquences s'étendraient jusqu'à :
 - 30 m de part et d'autre de la canalisation pour les effets irréversibles,
 - 25 m de part et d'autre de la canalisation pour les premiers effets létaux,
 - 15 m de part et d'autre de la canalisation pour les effets létaux significatifs.

Ces deux scénarios s'appuient sur le fait que la rupture d'une telle conduite peut provoquer des effets destructeurs dans le cas de l'explosion d'un nuage gazeux dérivant, et des brûlures graves dans le cas d'une fuite enflammée. Les distances évoquées ci-dessus de l'étude de sécurité de septembre 2009 réalisée par Gaz de France sur la base des seuils définis dans la circulaire du 4 août 2006 relative au porter à connaissance à fournir dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme en matière de canalisations de transport de matières dangereuses. Elles sont susceptibles d'ajustement, notamment au niveau des points singuliers localisés tels que les tronçons et installations aériens, les zones assujetties à mouvement de terrain, ...

3) DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE MAÎTRISE DE L'URBANISATION

Le risque correspondant aux événements évoqués précédemment, représenté par le couple probabilité / conséquences, est a priori particulièrement faible.

Cependant, le risque nul n'existant pas, il apparaît nécessaire d'inciter les maires à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans les zones de dangers pour la vie humaine, de façon proportionnée à chacun des trois niveaux de dangers (significatifs, graves et très graves). A cet effet, ils détermineront, sous leur responsabilité, les secteurs appropriés dans lesquels sont justifiées des restrictions de construction ou d'installation, comme le prévoit l'article R. 123-11b du code de l'urbanisme.

En particulier, si les maires envisagent de permettre réglementairement la réalisation de projets dans les zones de dangers pour la vie humaine, ils devront prendre a minima les dispositions suivantes :

- dans la zone des dangers significatifs pour la vie humaine correspondant aux effets irréversibles (30 m de part et d'autre de la canalisation) : informer le transporteur des projets de construction ou d'aménagement le plus en amont possible, afin qu'il puisse analyser l'éventuel impact de ces projets sur sa canalisation ;
- dans la zone des dangers graves pour la vie humaine correspondant aux premiers effets létaux (25 m de part et d'autre de la canalisation) : proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public relevant de la 1^{ère} à la 3^{ème} catégorie ;
- dans la zone des dangers très graves pour la vie humaine correspondant aux effets létaux significatifs (15 m de part et d'autre de la canalisation) : proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public susceptibles de recevoir plus de 100 personnes.

La mise en place d'une barrière physique de nature à s'opposer à une agression extérieure, ou de toute(s) autre(s) disposition(s) compensatoire(s) équivalente(s) prévue(s) par un guide professionnel reconnu, permet de réduire :

- la zone des dangers significatifs pour la vie humaine correspondant aux effets irréversibles, à 5 m de part et d'autre de la canalisation ;
- la zone des dangers graves pour la vie humaine correspondant aux premiers effets létaux, à 5 m de part et d'autre de la canalisation ;
- la zone des dangers très graves pour la vie humaine correspondant aux effets létaux significatifs, à 5 m de part et d'autre de la canalisation.